



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - ED

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société IBM  
FRANCE de respecter les dispositions de l'arrêté du 31  
octobre 2012 relatif à la vérification et à la  
quantification des émissions des gaz à effet de serre  
pour son établissement situé à SECLIN.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 514-1 et 171-8, L172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2010 accordant à la Société IBM France l'autorisation d'exploiter un centre informatique comprenant des installations de combustion et de réfrigération à Seclin (59113), rue de Lorival

Vu l'arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020)

Vu l'arrêté du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020 ;

Vu les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 octobre 2012 susvisé qui impose aux exploitants soumis au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de préparer un plan de surveillance relatif à la troisième période d'échanges (2013-2020) et de le notifier au Préfet avant le 30 avril 2013 par lettre recommandée avec avis de réception ;

Vu le rapport en date du 19 décembre 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis le plan de surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 octobre 2012 susvisé et que l'échéance fixée au 30 avril 2013 de remise de ce plan est dépassé ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la société IBM France à SECLIN de remettre le plan de surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 octobre 2012 susvisé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> - La société IBM France exploitant un centre informatique comprenant des installations de combustion et de réfrigération, sise au rue de Lorival sur la commune de SECLIN (59113) est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020) qui dispose que:

« L'exploitant prépare le plan de surveillance relatif à la troisième période d'échanges (2013-2020) et le notifie au préfet avant le 30 avril 2013 par lettre recommandée avec avis de réception, et en transmet copie à l'inspection des installations classées, à qui il communique le plan de surveillance sous son format électronique ».

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SECLIN ,

- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 26 FEV. 2015

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD

